

2014 Note de conjoncture de l'Estuaire de la Seine



Editorial

Après l'aggravation de la crise européenne et le ralentissement des économies émergentes en 2012, les signes encourageants de 2013 laissent espérer une reprise. L'enjeu est aujourd'hui de savoir si elle sera durable.

Dans un contexte mondial de reprise terni par un environnement national toujours incertain, la Normandie bénéficie de son ouverture sur les échanges mondiaux, notamment grâce à son outil portuaire qui se structure le long de sa façade maritime et de la vallée de la Seine, jusqu'à Paris.

A cette échelle, l'Estuaire de la Seine comme entité économique à part entière construit son identité. Les territoires qui le composent peuvent jouer de complémentarités évidentes en termes d'activités et de populations. Les infrastructures existantes (ponts de Tancarville et de Normandie entre les deux rives notamment) contribuent à cette convergence et à la facilitation d'initiatives concertées.

Les CCI du Havre, du Pays d'Auge et de Fécamp-Bolbec ont dès 2010 entamé une coopération de plus en plus poussée, au service de l'ensemble de leurs ressortissants. Aujourd'hui, CCI Seine Estuaire préfigure l'identité consulaire d'un territoire cohérent et riche de son tissu économique, industriel et commercial. D'autres initiatives vont elles aussi dans le sens d'une plus grande homogénéité de l'identité territoriale à travers le développement de projets et d'actions en commun, comme HAROPA ou le futur Pôle métropolitain.

Cette évolution pragmatique donne de nouveaux atouts à l'Estuaire comme partie intégrante de la vallée de Seine. A la clé, une plus grande attractivité permettra de favoriser l'implantation et le développement de nouvelles activités, d'encourager l'emploi et l'arrivée de nouveaux habitants sur ce territoire.

1] L'économie mondiale : bilan et perspectives

a) Une croissance mondiale en hausse, qui reste fragile

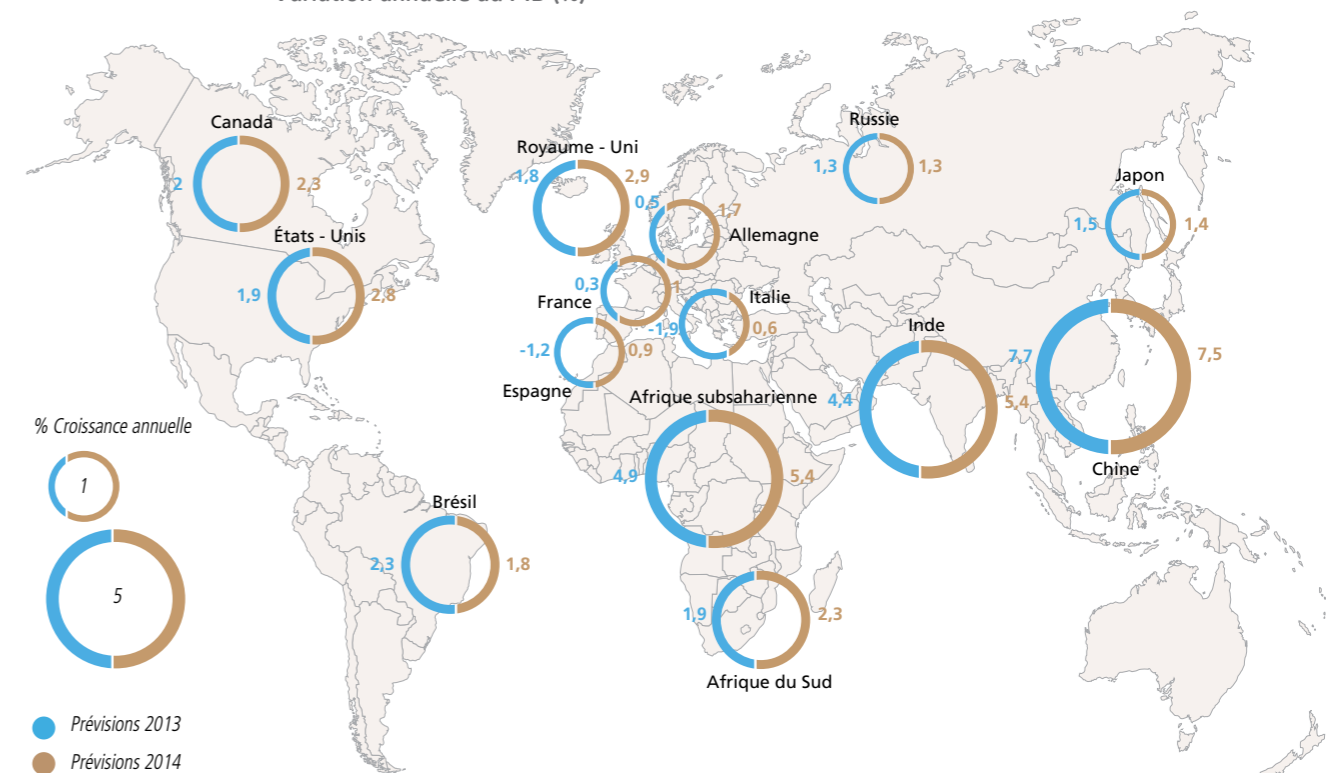
De manière générale, l'activité économique mondiale s'est renforcée au cours du second semestre 2013. Dans les économies avancées, la demande finale a globalement progressé. Dans les pays émergents, le rebond des exportations a été le principal moteur du regain d'activité, tandis que la demande intérieure est généralement restée modérée, sauf en Chine.

La croissance mondiale devrait s'inscrire en hausse en 2014 après avoir évolué au ralenti en 2013, laissant espérer la fin de six années de crise. C'est ce qui ressort de la dernière mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) du Fonds Monétaire International (FMI) (du 08 avril 2014). Selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait se situer en moyenne à 3,6 % en 2014, contre 3 % en 2013, puis se hisser à 3,9 % en 2015.

Globalement, la croissance dans les économies émergentes et en développement devrait atteindre 4,9 % en 2014, puis à 5,3 % en 2015.

Néanmoins, au-delà des indicateurs positifs, rien n'indique que les difficultés sont aujourd'hui surmontées. Des risques restent présents, notamment celui d'un très faible niveau d'inflation dans les pays avancés et particulièrement dans la zone euro. L'inflation réelle pourrait être plus faible que prévu, ce qui alourdirait la charge réelle de la dette, entraînerait un relèvement des taux d'intérêt et freinerait la croissance.

Variation annuelle du PIB (%)



b) La zone euro sort de la récession et s'engage sur la voie de la reprise

Après six trimestres de baisse, la zone euro a renoué avec une croissance positive au deuxième trimestre 2013, le PIB progressant de 0,3 %. La croissance devrait se renforcer et atteindre 1,2 % en 2014, puis 1,5 % en 2015 (source FMI). L'accélération sera en général plus modeste dans les pays européens aux prises avec des tensions financières (Grèce, Chypre, Espagne, Italie et Portugal). Dans ces pays, la progression des exportations devrait contribuer à alimenter la croissance, tandis que le niveau élevé de la dette, tant publique que privée, et la fragmentation financière freineront la demande intérieure.

Cependant, la croissance restera insuffisante pour combler l'écart qui s'est creusé au sein même de la zone euro. Les pressions déflationnistes dans les pays du sud de l'Europe restent fortes, contraignant ainsi le pouvoir d'achat et la consommation des ménages.

La zone euro restera divisée en deux zones avec une dynamique différente :

- Les pays du Nord où la crise laisse peu de traces,
- Les pays du Sud durablement affaiblis économiquement, financièrement et socialement.

PIB (variation en %)



Source : FMI - Perspectives de l'économie mondiale - avril 2014

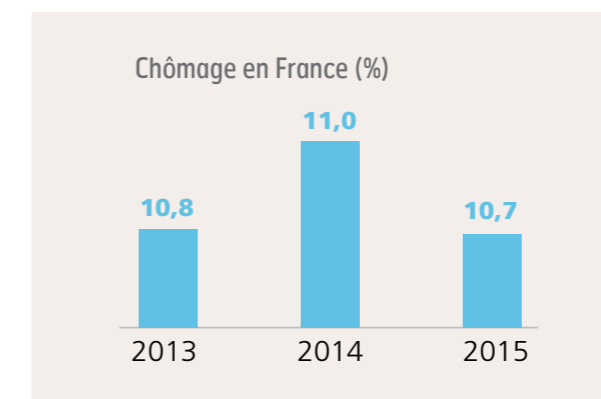
c) La convalescence de l'économie française se poursuit

Six années après le début de la crise financière, l'économie française est toujours enfermée dans un cercle vicieux : faible croissance, hausse du chômage et persistance d'un déficit et d'un endettement publics élevés.

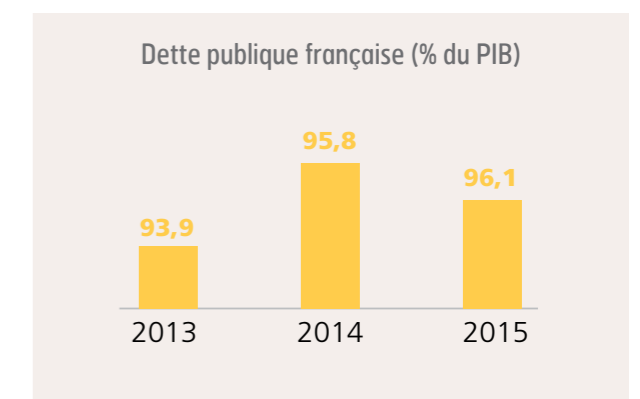
Le potentiel de reprise de l'économie française est important, mais cette reprise a été freinée par les plans d'économies budgétaires. En mai 2013, les autorités européennes ont pris conscience de la nécessité d'étaler l'effort en prolongeant le délai pour la correction du déficit excessif de six pays de l'Union Européenne, dont la France. Cette mesure représente un ballon d'oxygène pour atténuer l'austérité en 2014 : près d'un point de croissance serait ainsi regagné en 2014 et la croissance pourrait atteindre 1 % en 2014, puis 1,5 % en 2015 (source FMI). Ce rythme reste trop faible pour envisager une baisse du taux de chômage. Ce dernier devrait augmenter encore en 2014 pour atteindre 11 % de la population active. Le déficit public devrait en revanche baisser à 3,7 % du PIB, contre 4,2 % en 2013.

En 2014, une dynamique de reprise est envisageable même si elle restera lente, faible et conditionnée. Selon l'Insee, la demande adressée à la France devrait rester dynamique d'ici la fin de l'année et soutenir les exportations, même si les entreprises souffrent de l'appréciation de l'euro observée depuis mi-2012.

Enfin, les défis demeurent très importants dans un contexte où la création de richesse par habitant est insuffisante pour sauvegarder le modèle social du pays.



Sources : FMI - Perspectives de l'économie mondiale - avril 2014



Sources : FMI - Perspectives de l'économie mondiale - avril 2014

Définition du déficit public et de la dette publique :

Le déficit public correspond à un solde annuel négatif (dépenses supérieures aux ressources) du budget des administrations publiques (l'Etat, les administrations publiques locales, la Sécurité sociale et des organismes divers d'administrations centrales). La dette publique est la somme des déficits accumulés depuis des années.

Source : <http://www.lafinancepourtous.com/Decryptages>

2] La Normandie, un territoire ouvert sur le monde

a) Les échanges commerciaux

Pour la seconde année consécutive, la France a réduit son déficit commercial en 2013, à 61,2 milliards d'euros (-9 % sur un an). Ce résultat est cependant à nuancer, car il relève plus du recul des importations et de la baisse de la facture énergétique de la France que d'une reprise des exportations. L'aéronautique, l'agroalimentaire et la pharmacie - trois secteurs forts en Normandie - restent les locomotives des exportations françaises en 2013.

En Haute-Normandie, les exportations s'établissent en 2013 à 26,4 milliards d'euros (-1 % par rapport à 2012). Les importations ont reculé de 0,1 % par rapport à 2012, à 37,4 milliards d'euros.

Comme en 2012, les principaux produits exportés sont les produits pétroliers, raffinés et coke, les produits issus de la chimie de base et les produits pharmaceutiques. 53 % des exportations se font vers l'Union Européenne, 47 % vers des pays tiers (Amérique et Afrique notamment). Les hydrocarbures naturels, les produits pétroliers raffinés et les produits de chimie de base composent les trois premiers postes d'importation de la région.

En 2013, les exportations bas-normandes s'établissent à 4,4 milliards d'euros (-0,2 % par rapport à 2012) et les importations à 5 milliards d'euros (-7 %). Les produits laitiers et glaces, les équipements pour automobiles et les machines et équipements sont les principaux produits exportés. Les produits pharmaceutiques constituent le principal poste à l'import devant les machines et équipements et le matériel électrique.

- **Zoom sur les Investissements Directs Etrangers :** En 2013, le nombre d'investissements directs étrangers (IDE) s'est maintenu à un niveau élevé avec 685 décisions, permettant le maintien ou la sauvegarde de 29631 emplois. Ces décisions d'investissements concernent toutes les fonctions. L'Europe reste la première région d'origine de ces IDE (61 % du total des IDE, contre 58 % en 2012).

Les deux régions continuent à attirer des investissements étrangers. Pour 2013, l'Agence Française des Investissements Internationaux (AFFI) a répertorié 13 projets d'investissements étrangers (création, reprise ou extension de sites) pour la Haute-Normandie (14 projets en 2012) permettant la création ou le maintien de 810 emplois. Quinze projets sont recensés pour la Basse-Normandie (contre 2 projets en 2012) permettant la création ou le maintien de 504 emplois. Les régions occupent respectivement les 14^{ème} et 13^{ème} rangs des régions françaises pour les investissements directs étrangers.

b) L'estuaire porte d'entrée du Grand Ouest

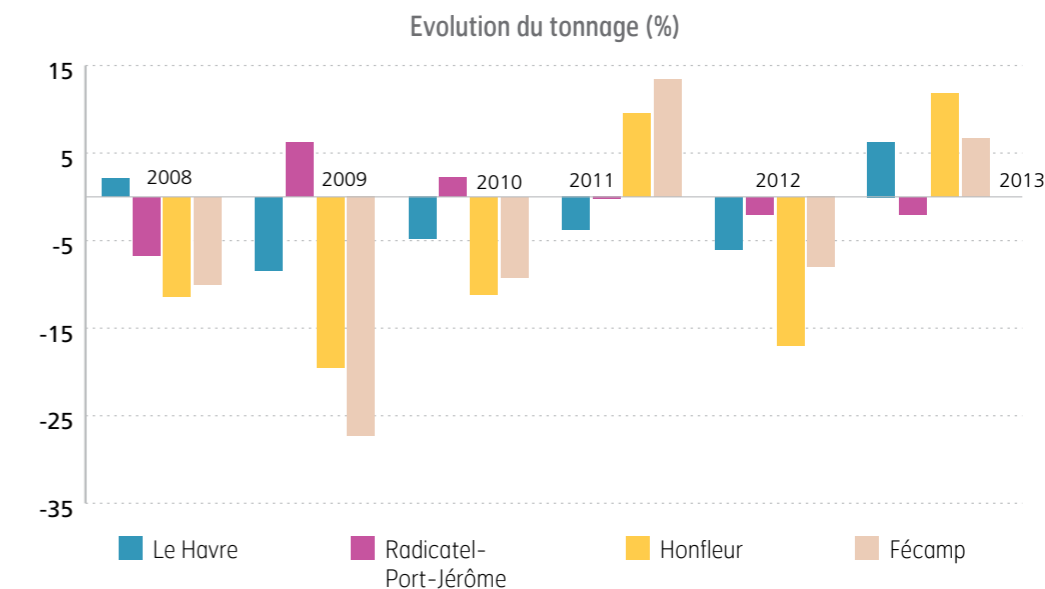
Regroupés depuis 2012 au sein du GIE HAROPA, les ports du Havre, de Rouen et de Paris ont enregistré en 2013 un trafic maritime de plus de 90 millions de tonnes, en progression de 6 % par rapport à 2012. Avec 2,6 millions (M) d'EVP (équivalent vingt pieds) traités, HAROPA enregistre la meilleure croissance du range nord (+6 %) et reprend des parts de marchés à ses concurrents.

HAROPA-Port du Havre a réalisé en 2013 un trafic de 68 millions de tonnes (Mt) (+6 %). Il concentre la majeure partie du trafic conteneurs traité par HAROPA (2,49 M d'EVP). La part modale du transport fluvial de conteneurs s'établit à 10 % (184 000 EVP, -9 % par rapport à 2012) : le trafic est pénalisé par le recul des importations de la grande distribution en région parisienne. Le ferroviaire est également en recul à 83 000 EVP, sous l'effet de la reconfiguration de certaines lignes.

Les trafics en hausse sur le port du Havre : les vrac liquides (+3 % à 37,9 Mt) et le pétrole brut (+5 % à 23,7 Mt grâce notamment au redémarrage des installations de TOTAL au 2^{ème} trimestre 2013).

Les trafics en baisse sur le port du Havre : les produits raffinés (-4 % à 11,5 Mt sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs : travaux à la raffinerie de Normandie, repli sur le marché intérieur et baisse des marges du raffinage en fin d'année particulièrement) et le terminal roulier (305 000 véhicules traités en 2013 contre 341 000 véhicules en 2012 conséquence d'une conjoncture défavorable sur le marché automobile et d'une baisse de 15 à 16 % de la production des véhicules Renault en Espagne).

En 2013, le port de Fécamp annonce un trafic de 198 000 tonnes, en hausse de 7 %. Le port tire profit de la hausse des trafics des agrégats marins (+19 %, à 76 512 tonnes), de la pâte à papier (+72 %, à 51 050 tonnes) et des colis destinés à la centrale de Paluel. Les entrées de bois sciés en provenance de Scandinavie sont en revanche en net recul (-52 %) à 11 400 tonnes.



Sources : Rapports d'activités des ports de Fécamp, du Havre et de Rouen - 2008 à 2013

Le terminal de Port-Jérôme-Radicatel a réalisé un trafic global de 6 549 564 tonnes (-3 % par rapport à 2012), dont 92 % de vrac liquides.

Honfleur a traité un trafic de 365 472 tonnes en 2013 (+12 % par rapport à 2012). Le port, spécialisé dans les trafics des vrac solides (61 %) et les produits forestiers (33 %), a vu ces deux trafics progresser en 2013.

Perspectives 2014

HAROPA-Le Havre va mener en 2014 l'instruction des dossiers environnementaux et d'urbanisme du futur "PLPN2". Situé près de la plateforme multimodale, le PLPN2 aura une emprise de 76 hectares et une capacité d'accueil de 156 000 m² d'entrepôts.

La desserte fluviale de Port 2000 sera renforcée avec une double possibilité d'accès par la mer pour les automoteurs et une solution de transfert par navettes ferroviaires (opérées par la SAITH), en attendant la mise en service du terminal multimodal prévue au second semestre 2014.

Ce terminal a pour objectif la fluidification du transport de marchandises sur la zone portuaire ainsi que le développement de trafics massifiés ferroviaires et fluviaux sur l'hinterland ouest européen. Il représente un investissement de 136,9 millions d'euros.

En 2014, le port de Fécamp va s'équiper d'un slipway et d'un marbre au fond du bassin Freycinet, outils destinés à la réparation navale et qui offrent de belles perspectives au chantier naval Seine et Manche. Le projet est estimé à 1 500 000 euros.

Grâce à son association avec le réseau HAROPA en avril 2014, le Port de Fécamp bénéficiera d'un effet de levier pour soutenir son développement commercial et renforcer l'attractivité de l'offre logistique.

Le Grand Port Maritime de Rouen et la communauté de communes Caux Vallée de Seine ont signé une convention d'aménagement pour la troisième tranche d'aménagement de Port-Jérôme 2, où environ 90 hectares restent disponibles. Les infrastructures routières et ferroviaires vont être achevées. L'investissement s'élève à 5,4 millions d'euros pour les infrastructures routières, 3 à 4 millions d'euros seront engagés pour les connexions au réseau ferroviaire. Les études sont en cours pour l'aménagement de Port-Jérôme 3 (250 hectares potentiels).

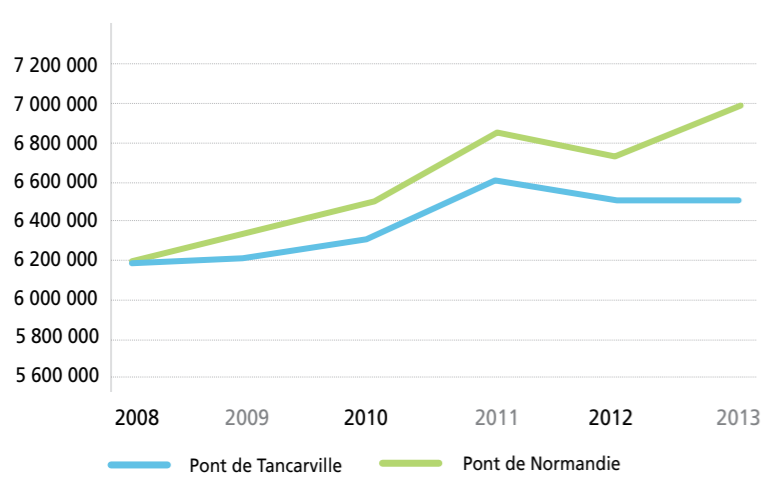
A Honfleur, les travaux d'aménagement de la seconde phase de la plateforme multimodale vont se poursuivre en 2014. Leur achèvement est prévu en 2015.

● **Zoom sur les croisières et les ferries :** En 2013, le port du Havre a accueilli 121 escales de paquebots de croisières et 247 600 passagers (+16 % de passagers par rapport à 2012). MSC a choisi la Porte-Océane comme tête de ligne pour ses croisières. Le trafic ferry est en hausse (+25 % à 266 400 passagers). Brittany Ferries est devenu le second opérateur du terminal de Grande-Bretagne. En 2014, 122 escales de paquebots de croisières sont programmées au Havre. Une nouveauté : la compagnie Scilla Tours propose des croisières fluviales de et vers Paris. Les croisiéristes peuvent bénéficier d'un service de taxis pour visiter en toute liberté la région (Fécamp notamment).

Le port de Honfleur a accueilli 31 escales de paquebots en 2013. Un nouveau bâtiment a été inauguré sur le terminal : les services de contrôles, d'enregistrement des bagages et une antenne de l'office de tourisme y sont regroupés. En 2014, 32 escales de paquebots sont programmées.

c) Les flux entre les deux rives de la Seine

Evolution du trafic sur les ponts de Normandie et de Tancarville (tous véhicules)



Source : CCI Le Havre - 2008 à 2013

Les ponts de Tancarville et de Normandie ont enregistré le passage de 13,5 millions de véhicules (tous types de véhicules) en 2013. Les deux ouvrages ont connu une évolution différente : stagnation à Tancarville (-0,1 %), hausse à Normandie (+4 %).

Les trafics poids lourds sont en hausse à Tancarville comme à Normandie, ce dernier bénéficiant d'un report des trafics poids lourds dû à la fermeture du pont Mathilde (poids lourds à destination de Rouen nord). Le pont de Tancarville doit bénéficier d'un important programme de travaux entre 2014 et 2016. Ces travaux répondent à un triple objectif : sécuriser les accès, améliorer la fluidité des flux, renforcer l'intégration environnementale de l'ouvrage.

80 millions d'euros seront engagés par la CCI dans ces travaux qui contribueront à l'amélioration des conditions de dessertes du port et de la zone industrialo-portuaire.

3] L'Estuaire de la Seine, une identité économique forte de sa diversité

Dans un contexte économique mondialisé, les territoires et les entreprises sont confrontés à des mutations économiques permanentes. Pour surveiller les tendances économiques à l'échelle locale, des indicateurs de potentiel humain, résidentiel et économique ont été sélectionnés. Ces tableaux permettent une connaissance fine de l'économie des pays du Havre Pointe de Caux Estuaire, des Hauts Falaises, de Caux Vallée de Seine et du Pays d'Auge dont la complémentarité et les interactions sont évidentes.

Les Pays de l'Estuaire
Source : CCI Le Havre - mai 2014



	Forces du territoire	Faiblesses du territoire
Le Havre Pointe de Caux Estuaire	Des activités tertiaires développées Une industrie forte et diversifiée	Un territoire qui perd des habitants
Pays des Hauts Falaises	Une population jeune De nouvelles activités (éco-industrie)	Une faible attractivité pour les cadres et actifs qualifiés
Pays Caux Vallée de Seine	Une industrie dynamique Des disponibilités foncières	Une faible attractivité pour les cadres et actifs qualifiés
Pays d'Auge	Un nombre important d'équipements de services aux particuliers Une industrie tournée vers l'agroalimentaire	Une population vieillissante

a) Le potentiel humain

	Pays							
	Haute Normandie	Basse Normandie	Seine Maritime	Calvados	Le Havre Pointe de Caux Estuaire	Hautes Falaises	Caux Vallée de Seine	Pays d'Auge
Salaire horaire moyen en 2011	12,6 €	11,7 €	12,8 €	12,0 €	13,5 €	10,7 €	13,4 €	11,1 €
Taux d'encadrement (part des cadres et des professions intellectuelles supérieures dans l'effectif salarié) en 2011	10,8 %	9,5 %	11,3 %	10,8 %	11,2 %	6,9 %	8,5 %	7,5 %
Part des ouvriers en 2011	30,4 %	31,0 %	29,4 %	28,5 %	30,5 %	27,8 %	38,3 %	32,0 %
Part des professions intermédiaires en 2011	19,9 %	18,0 %	20,4 %	18,8 %	21,4 %	15,3 %	20,1 %	14,5 %
Taux de relève (salariés -30 ans/salariés +50 ans) en 2010	87,9 %	81,0 %	88,9 %	80,7 %	91,4 %	101,0 %	85,5 %	99,9 %
Besoin de renouvellement (salariés +50 ans/ensemble des salariés) en 2010	25,1 %	26,0 %	25,1 %	26,2 %	24,7 %	23,0 %	24,6 %	23,9 %

Sources : Insee - DADS - 2010 et 2011

Suivant les pays, les indicateurs de potentiel humain révèlent des disparités dont les territoires se sont saisis.

Les territoires du Havre Pointe de Caux Estuaire et de Caux Vallée de Seine offrent des salaires horaires moyens supérieurs à ceux observés au niveau départemental et régional. Sur ces territoires, la forte présence d'emplois industriels, mieux rémunérés dans certaines activités (pétrochimie, industrie pharmaceutique...), explique cette donnée.

Dans tous les territoires étudiés, les taux d'encadrement sont inférieurs à celui des départements et des régions, à l'exception du Havre Pointe de Caux Estuaire qui affiche un taux d'encadrement supérieur de 0,4 point à celui de la Haute-Normandie. Les territoires peinent encore à attirer des cadres et actifs qualifiés. On note également une part d'ouvriers élevée sur le territoire de Caux Vallée de Seine (38,3 % contre 29,4 % en Seine-Maritime), corrélée à une part importante d'emplois industriels.

Les besoins de renouvellement sont globalement élevés sur tous les territoires. Avec des taux de relève proches ou supérieurs à 100 % sur le Pays d'Auge ou les Hautes Falaises, les difficultés pour renouveler les effectifs semblent écartées. Elles devraient être plus marquées sur le territoire du Havre Pointe de Caux Estuaire et de Caux Vallée Seine qui n'attirent pas assez de jeunes travailleurs.

Le Havre-Développement vient d'initier sur le territoire du Havre et de la pointe de Caux un dispositif "Le Havre-be-different" dont l'objectif est d'aider les entreprises à attirer certains profils peu nombreux dans la région (ingénieurs, développeurs informatiques...). Cette initiative participe au changement d'image du territoire qui s'opère depuis plusieurs années aux niveaux économique, touristique ou culturel.

b) Le potentiel résidentiel

	Pays							
	Haute Normandie	Basse Normandie	Seine Maritime	Calvados	Le Havre Pointe de Caux Estuaire	Hautes Falaises	Caux Vallée de Seine	Pays d'Auge
Population municipale en 2010	1 836 954	1 473 494	1 250 411	683 105	257 112	80 277	67 742	154 522
Taux de croissance global 1999-2010	3,2 %	3,6 %	0,9 %	5,4 %	-5,2 %	7,5 %	2,1 %	5,5 %
Taux de variation annuel de la population dû au solde naturel	0,4 %	0,2 %	0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,2 %
Taux de variation annuel de la population dû au solde migratoire apparent	-0,1 %	0,1 %	-0,3 %	0,1 %	-0,9 %	0,3 %	-0,3 %	0,3 %
Nombre d'équipements en 2012	49 126	45 495	32 577	21 419	5 879	2 181	1 550	6 137
Taux d'équipements (nombre pour 1000 habitants)	Total	26,7	30,9	26,1	31,4	22,9	27,2	39,7
	Action sociale	0,7	0,9	0,7	0,9	0,6	0,7	0,9
	Commerces	4,6	5,5	4,8	5,4	4,5	4,4	7,5
	Enseignement	1,3	1,2	1,3	1,2	1,1	1,6	1,1
	Fonctions médicales et paramédicales	3,5	3,8	3,8	4,0	4,3	3,1	3,7
	Sport, loisirs et culture	2,8	3,1	2,6	2,8	1,8	4,5	3,7
	Services aux particuliers	2,3	14,5	11,3	15,3	9,1	11,1	9,6
	Services de santé	0,7	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6	0,9
	Transport et Déplacements	0,4	0,3	0,4	0,3	0,6	0,4	0,5
	Tourisme	0,0	0,7	0,3	0,7	0,2	0,7	0,3

Sources : Insee - Recensements de la population - 1999 et 2010 et Base permanente des équipements - 2012

Entre 1999 et 2010, les différents pays ont vu leur population croître hormis celui du Havre Pointe de Caux Estuaire. La ville du Havre accuse la plus forte baisse : après avoir longtemps perdu des habitants au profit des communes péri-urbaines de la Communauté d'agglomération du Havre (CODAH) ou des cantons limitrophes, on observe que les Havrais s'éloignent de plus en plus loin (vers l'Eure et le Calvados notamment). Le niveau de fiscalité, les prix de l'immobilier et la pénurie de terrains expliquent ce phénomène. Arnaud Lemarchand, chercheur en économie à l'université du Havre, tient néanmoins à relativiser cette situation qu'il juge moins préoccupante que dans les années 1970 et 1980 lorsque la ville perdait ses habitants au rythme des destructions d'emplois.

Les territoires présentent des taux d'équipement (nombre d'équipements pour 1 000 habitants) variés. Le Pays d'Auge affiche un taux d'équipement supérieur de 8 points à celui du Calvados. On note en particulier la forte présence des équipements de services aux particuliers (notamment de restaurants liés à l'activité touristique du Pays d'Auge...) et de commerces (signe du maintien d'une activité de proximité).

Sur la rive nord, seul le pays des Hautes Falaises affiche un taux d'équipement supérieur à celui du département de Seine-Maritime. Il se distingue par un taux d'équipement de tourisme (agences de voyage, hôtels, campings et informations touristiques) élevé, comme le Pays d'Auge. A noter également, l'aéroport de Deauville-Normandie confirme sa place de leader en Normandie avec 138 500 passagers en 2013. Des taux de remplissage exceptionnels sur la majorité des destinations qui s'expliquent par la richesse des destinations et la qualité des prestations proposées (plus d'une vingtaine proposées chaque année) par tous les opérateurs présents sur la plateforme.

c) Le potentiel économique

	Pays							
	Haute Normandie	Basse Normandie	Seine Maritime	Calvados	Le Havre Pointe de Caux Estuaire	Hautes Falaises	Caux Vallée de Seine	Pays d'Auge
Nombre d'établissements en 2012	97 836	107 060	64 027	47 000	16 673	6 072	4 259	19 026
Part des établissements agricoles	13,1 %	27,0 %	11,4 %	17,4 %	2,7 %	16,2 %	14,2 %	16,6 %
Part des établissements industriels	7,0 %	6,3 %	7,0 %	6,3 %	5,2 %	5,2 %	7,0 %	4,3 %
Part des établissements de la construction	10,9 %	9,5 %	9,6 %	10,4 %	6,1 %	8,3 %	7,5 %	9,9 %
Part des établissements du commerce	20,3 %	17,2 %	20,9 %	19,1 %	16,7 %	14,4 %	14,0 %	17,3 %
Part des établissements des services	48,8 %	39,9 %	51,1 %	46,9 %	69,3 %	56,0 %	57,3 %	51,9 %
Taux de créations d'établissements en 2012 (champ marchand non agricole)	14,3 %	13,4 %	13,9 %	15,3 %	13,4 %	12,6 %	12,3 %	14,6 %
Nombre d'emplois en 2012	472 679	359 572	346 510	177 177	83 360	10 894	17 939	36 910
Part des emplois agricoles	0,9 %	2,5 %	0,8 %	1,8 %	0,2 %	3,3 %	0,6 %	3,2 %
Part des emplois industriels	24,7 %	22,7 %	22,7 %	18,6 %	22,1 %	16,6 %	38,9 %	20,6 %
Part des emplois de la construction	9,1 %	9,6 %	9,2 %	8,6 %	7,9 %	15,2 %	10,9 %	8,4 %
Part des emplois du commerce	15,2 %	17,0 %	15,0 %	18,1 %	13,0 %	20,5 %	9,9 %	18,9 %
Part des emplois des services	50,0 %	48,2 %	52,2 %	53,0 %	56,9 %	44,4 %	39,7 %	49,0 %

Sources : Sirène - 09/2013 et 03/2014 et ACOSS - 2008 et 2012 et CLAP - 31/12/2008 et 31/12/2011 (pour l'agriculture)

Suivant une tendance nationale, le territoire étudié a connu une tertiarisation de son économie depuis plusieurs décennies.

Le commerce et les services prédominent : la part des établissements de service atteint 69% sur le territoire du Havre Pointe de Caux Estuaire. Cette proportion élevée est confortée par des activités liées au transit maritime et aux activités logistiques développées, connexes à la présence d'infrastructures portuaires et d'entreposage.

Les pays des Hautes Falaises, Caux Vallée de Seine, du Pays d'Auge concentrent une part élevée d'établissements agricoles.

On note également une proportion élevée d'établissements industriels sur les territoires, notamment Caux Vallée de Seine. Le tissu productif local se caractérise par un maillage très dense de petites et moyennes industries. La part de l'emploi industriel est supérieure à celle enregistrée au niveau départemental pour les territoires de Caux Vallée de Seine et Pays d'Auge. Ces territoires se caractérisent par des spécialisations d'activités :

- cokéfaction-raffinage, industrie chimique et fabrication de matériel de transport sur le territoire du Havre Pointe de Caux Estuaire ;
- cokéfaction-raffinage, industrie chimique et industrie manufacturière sur le territoire de Caux Vallée de Seine ;
- industrie agroalimentaire, métallurgie et le bois sur le Pays d'Auge.

Entre 2008 et 2012, l'ensemble des territoires a connu une baisse du nombre d'emplois. La baisse a été la plus marquée sur le territoire du Havre Pointe de Caux Estuaire (-5 %). L'ensemble des secteurs a été touché avec notamment un recul de 14 % des emplois industriels sur la période. Dans les autres territoires, le recul de l'emploi a été moindre (-1 % dans le Pays des Hautes Falaises, -2 % sur Caux Vallée de Seine, -2 % sur le Pays d'Auge). Les évolutions diffèrent suivant les secteurs d'activités. Seul territoire à connaître une hausse du nombre d'emplois agricoles (+7 %), le Pays d'Auge a connu également une hausse des emplois dans les services (2 %). Les Pays des Hautes-Falaises et de Caux Vallée de Seine enregistrent quant à eux des créations d'emplois dans le secteur du commerce et des services.

Conclusion

Les territoires de l'Estuaire vivent une période de transition économique : les activités industrielles historiques (automobile, chimie-pétrochimie) disparaissent ou se transforment. Les CCI accompagnent cette évolution en anticipant les mutations, en préparant les entreprises à y faire face, en adaptant les outils de formation...

Le territoire se prépare à l'accueil de nouvelles activités industrielles et à un renforcement de celles déjà implantées :

- l'éolien offshore avec l'implantation d'Areva et de ses sous-traitants au Havre (usines de fabrication et d'assemblage des nacelles pour les éoliennes offshore des parcs normands et bretons) en 2015 et le site de maintenance du parc offshore à Fécamp. La création d'environ 850 emplois directs est annoncée, sans compter les ports de base pour l'installation des parcs. A ceci doit s'ajouter l'usine de construction de fondations gravitaires d'EDF avec 600 emplois créés le temps du chantier.
- la CCI de Fécamp-Bolbec mène un projet de récifs artificiels au large des côtes. Cette implantation expérimentale (450 m³ de récifs modulaires) a pour objectif de développer une meilleure gestion des ressources halieutiques sur la côte et de répondre aux préoccupations des professionnels.
- l'annonce de Panhard Immobilier pour implanter un parc immobilier couvert de 15 hectares, relié au mode fluvial sur la zone d'activités de Port Jérôme 2. Le montant de l'investissement annoncé est 4 à 5 millions d'Euros et la création possible de 250 à 800 emplois. Une autre implantation programmée est celle de Concerto Ed sur le parc d'activités Calvados-Honfleur, spécialiste de la construction et de l'aménagement logistique. Le groupe Concerto envisage la construction de plusieurs bâtiments pour une installation sur le parc d'activités Calvados Honfleur au pied du pont de Normandie. La création de 360 à 400 emplois est espérée et le montant du projet est estimé à 45 millions d'euros.
- l'écologie industrielle avec un projet d'éco-parc industriel sur la zone industrielle portuaire du Havre porté par l'Institut de recherche Paris Saclay Efficacité Energétique (PS2E). Dans ce cadre, la région havraise deviendrait un terrain d'expérimentation visant à mutualiser les besoins énergétiques et les ressources des industriels, afin que la zone industrielle puisse fonctionner en économie circulaire.

Les défis à relever sont largement pris en compte par les territoires où fleurissent les initiatives: regroupement (HAROPA...), mutualisation (CCI Seine Estuaire...), actions locales ou tournées vers l'extérieur (Le Havre be different...). L'identité de l'Estuaire de la Seine s'affirme et donne une nouvelle dimension aux actions qui participent à son devenir économique.



Contacts :

CCI Fécamp-Bolbec
0 810 00 35 10

CCI Le Havre
02 35 55 26 00

CCI Pays d'Auge
02 31 61 55 55